

Proclamation

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 36 de la Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières (1971, chapitre 103), l'article 15 entrera en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'IL y a lieu de fixer au 1er juin 1972 la date de l'entrée en vigueur de l'article 15 du chapitre 103 des lois de 1971;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 854-72, en date du 22 mars 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au 1er juin 1972, la date d'entrée en vigueur de l'article 15 de la Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières (1971, chapitre 103).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Libro: 500
Folio: 193

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.
45757-0

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité toute partie du territoire du Québec qui n'est pas comprise dans une municipalité de cité, de ville, de village ou de campagne et où, de l'opinion du Ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QUE cette partie du territoire du comté d'Abitibi décrite à la description officielle du ministère

Proclamation

WHEREAS pursuant to section 36 of An Act to amend the charter of the City of Trois-Rivières (1971, chapter 103), section 15 will come into force upon proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix June 1, 1972, as the date of the coming into force of section 15 of chapter 103 of the Statutes of 1971;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 854-72, dated March 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the date of coming into force of section 15 of An Act to amend the charter of the City of Trois-Rivières (1971, chapter 103), be fixed to June 1, 1972.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

Libro: 500
Folio: 193

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.
45757

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (Chapter 54 of the Statutes of 1971) decrees that the Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to constitute as a municipality any part of the territory of the Province of Québec not comprised in a city, town, village or country municipality when, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS this part of the territory of the County of Abitibi described in the official description of the

des terres et forêts du 27 janvier 1972 est un territoire non organisé au point de vue municipal;

ATTENDU QUE, de l'opinion du Ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, pour cette dite partie du territoire, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu de délivrer des lettres patentes pour constituer cette dite partie de territoire en une municipalité distincte sous le nom de « Municipalité de Sullivan ».

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 327-72, en date du 2 février 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter du jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétons et ordonnons que le territoire décrit à la description officielle du ministère des terres et forêts en date du 27 janvier 1972 comprenant un territoire non organisé au point de vue municipal du comté d'Abitibi soit constitué en une municipalité distincte en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) sous le nom de « Municipalité de Sullivan ». La description de cedit territoire est la suivante:

« Un territoire situé dans les cantons de Dubuisson et de Vassan ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité locale distincte, dans le comté municipal d'Abitibi, comprenant en référence aux cadastres des cantons de Dubuisson et de Vassan, les lots ou parties de lots, les blocs ou parties de blocs et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, emprise de chemin de fer, îles, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle sud-ouest du lot 44 du rang IX du cadastre du canton de Dubuisson; de là, en référence audit cadastre, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des lots 52 et 53b du rang VIII; ladite ligne séparative de lots; les lignes nord, sud-ouest et sud du lot 86 du rang VIII; la ligne sud du lot 72 du rang VIII; une ligne brisée séparant le lot 56a du lot 73 du rang VIII; la ligne ouest du lot 57b du rang VIII; la ligne nord des lots 57b et 58b du rang VIII; la ligne ouest du lot 59 du rang IX; partie de la ligne séparative des rangs IX et X en allant vers l'est et son prolongement dans le lac Blouin jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Dubuisson et de Bourlamaque; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de cantons jusqu'à la ligne séparative des cantons de Dubuisson et de Vassan; partie de ladite ligne séparative de cantons et son prolongement dans le lac de Montigny jusqu'à un point situé à une distance de cinq (5) chaînes à l'est de la rive est de l'île Siscoe; une ligne parallèle à la rive de l'île Siscoe à une distance de cinq (5) chaînes et contournant ladite île par le nord-est, le nord et le nord-ouest jusqu'au prolongement de ladite ligne séparative de cantons; dans ledit lac, partie de la susdite ligne séparative de cantons jusqu'à la ligne ouest du bloc C du canton de Dubuisson; la ligne

Department of Lands and Forests dated January 27, 1972, is an unorganized territory from the municipal point of view;

WHEREAS, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality for that said part of the territory;

WHEREAS it is now expedient to issue letters patent incorporating into a distinct municipality this said part of territory, under the name of "Municipality of Sullivan".

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 327-72, dated February 2, 1972, We have decreed and ordered, and by the present letters patent which will come into force upon, from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, do decree and order that the territory described in the official description of the Department of Lands and Forests dated January 27, 1972, comprising an unorganized territory from the municipal point of view, in the County of Abitibi, be constituted into a distinct municipality pursuant to section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (Chapter 54 of the Statutes of 1971) under the name of "Municipality of Sullivan". The said territory is described as follows:

"A territory located in the Township of Dubuisson and Vassan, not presently forming part of any distinct local municipality, in the Municipal County of Abitibi, comprising, with reference to the cadastre for the Townships of Dubuisson and Vassan, the lots or parts of lots, the blocks or parts of blocks and their present and future subdivisions together with the roads, highways, railroad rights of way, islands, lakes, waterways or parts thereof, the whole comprised within the limits hereinafter described, to wit:

starting from the vertex of the southwest angle of lot 44 of Range IX, on the cadastre for the Township of Dubuisson; thence, with reference to the said cadastre, in succession, the following lines and demarcations: part of the dividing line between Ranges VIII and IX, going in an easterly direction up to the dividing line between lots 52 and 53b of Range VIII; the said dividing line between lots; the north, southwest and south lines of lot 86 of Range VIII; the south line of lot 72 of Range VIII; a broken line separating lot 56a from lot 73 of Range VIII; the west line of lot 57b of Range VIII; the north line of lots 57b and 58b of Range VIII; the west line of lot 59 of Range IX; part of the dividing line between Ranges IX and X going in an easterly direction and its extension into Lake Blouin, up to the extension of the dividing line between the Townships of Dubuisson and Bourlamaque; the said extension and part of the said dividing line between townships, up to the dividing line between the Townships of Dubuisson and Vassan; part of the said dividing line between townships and its extension into Lake de Montigny up to a point located at a distance of five (5) chains to the east of the east shore of Siscoe Island; a line parallel to the shore of Siscoe Island at a distance of five (5) chains and by-passing the said island on the northeast, the north and the northwest up to the extension of the said dividing line between township; in the

ouest dudit bloc; une ligne droite jusqu'à un point situé sur le prolongement dans le lac de Montigny de la ligne séparative des lots 41c et 42c du rang IX du canton de Dubuisson à une distance de dix (10) chaînes, distance mesurée le long dudit prolongement à partir de la rive dudit lac; une ligne se maintenant parallèlement à la rive sud dudit lac à une distance de dix (10) chaînes en allant dans une direction générale sud-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 43 et 44 du rang IX du canton de Dubuisson; enfin, ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots jusqu'au point de départ;

lesquelles limites définissent un territoire ne possédant aucune organisation locale distincte, dans le comté municipal d'Abitibi, à être érigé en municipalité sous le nom de Sullivan.»

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

Libro: 1536
Folio: 25

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.
45757-0

*Avis
concernant la
«Municipalité d'Esprit-Saint»*

Avis est donné que les lettres patentes dont la publication suit, sont destinées à remplacer celles émises le 9 février 1972, et publiées dans le numéro 9 de la *Gazette officielle du Québec*, du 4 mars 1972, à la page 2125, ces nouvelles lettres patentes se lisant comme suit:

Canada,
Province de
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L.S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

said lake, part of the aforesaid dividing line between township up to the west line of block C of the Township of Dubuisson; the west line of the said block; a straight line up to a point located on the extension into Lake de Montigny of the dividing line between lots 41c and 42c of Range IX of the Township of Dubuisson at a distance of ten (10) chains, distance measured along the said extension, starting from the shore of the said lake; a line remaining parallel to the south shore of the said lake at a distance of ten (10) chains going generally in a southeasterly direction up to the extension of the dividing line between lots 43 and 44 of Range IX of the Township of Dubuisson; lastly the said extension and the said dividing line between lots up to the starting point;

which limits define a territory having no distinct local organization, in the Municipal County of Abitibi, to be constituted as a municipality under the name of "Sullivan."

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor or Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this second day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

Libro: 1536
Folio: 25

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.
45757

*Notice
concerning the
"Municipality of Esprit-Saint"*

Notice is given that the letters patent published below are intended to replace those issued on February 9, 1972, and published in number 9 of the *Québec Official Gazette*, dated March 4, 1972, on page 2125, these new letters patent reading as follows:

Canada,
Province of
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.